

DÉVELOPPEMENT. TRANSFERT DE TECHNOLOGIE. TRANSFERT DE CULTURE

par

JACQUES BINET

Depuis quelques mois, les questions de « transfert de technologie » semblent à la mode. Mais on ne peut y réfléchir avant d'avoir mis au clair celles du DÉVELOPPEMENT : le transfert de technologie est un moyen ; le développement reste le but ; et si l'on n'y prend garde, on risque fort de se laisser entraîner – de la meilleure foi du monde – par l'exemple du développement et des techniques des « États du Nord » – alors que les besoins et les possibilités du « Sud » peuvent être différents.

Les efforts de développement ont été centrés essentiellement sur l'économie : développer la production, développer la consommation, développer la richesse. Tout cela est conforme aux tendances de notre époque et des idées dominantes : le marxisme met la richesse et sa répartition au centre de ses préoccupations. Quant au « capitalisme », il prétend n'avoir d'autre pensée qu'économique. Naïvement, ou à dessein, le développement néglige tout ce qui concerne psychologie, morale, métaphysique ou sociologie. Tout l'effort porte sur l'enrichissement et l'acquisition d'objets – vue terriblement réductrice et caricaturale de l'homme et de ses aspirations.

Porter toute l'attention sur l'économie se justifie lorsque les conditions matérielles l'imposent : il faut nourrir l'affamé avant de lui parler de quoi que ce soit. On n'en est pas à cette extrémité dans la plupart des cas : les rations alimentaires sont maigres, mal équilibrées, mais la population ne meurt pas de faim. Avant de prendre des mesures d'urgence, il faut réfléchir car la générosité des dons peut cacher des effets pervers. Pendant une famine, du lait est envoyé : les mères ne vont-elles pas s'habituer à nourrir leurs enfants autrement qu'au sein ?

13 AVRIL 1986

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° : 20 032

Cote : B

Des efforts sérieux ont été entrepris partout pour la scolarisation. Les esprits se sont ouverts avec l'acquisition de connaissances. L'école a certainement développé une aptitude à la pensée rationnelle, mais son efficacité sur les autres facultés humaines est limitée : c'est la famille surtout qui doit donner l'éducation, révéler les valeurs affectives, éveiller à la vie sociale ou morale.

Or le développement de l'école va avec un affaiblissement du rôle de la famille : moins de temps disponible, moins de prestige.

Enfin, lorsque les agents du développement envisagent l'homme, ils prennent en considération l'individu plutôt que les groupes qui l'encadrent : ces groupes sont multiples, depuis la parentèle parfois très vaste jusqu'au village, aux classes d'âges ou aux associations initiatiques.

Dans toute société humaine il y a un équilibre très délicat à maintenir entre individu et communautés.

L'histoire montre bien que d'autres époques ou d'autres milieux, en concentrant leur attention sur des valeurs différentes, ont abouti à des types divers de développement. Au Moyen Age la religion a été une valeur essentielle et le monastère a matérialisé cet idéal social. La terre a été base du pouvoir ; la seigneurie et les liens de vassalité en ont été la manifestation. Du XVI^e au XVIII^e siècles, le pouvoir a été lié au prestige et à la noblesse. Au XIX^e et au XX^e siècles, il tient à la possession de l'argent. Actuellement, selon certains sociologues, l'ère du capital serait dépassée et celle des technostures - des organisateurs - serait en marche.

Définir les objectifs du développement est parfaitement justifié. Mais à supposer même que l'on donne à l'économie le rôle primordial, plusieurs voies sont possibles : l'Occident a avancé avec un capitalisme libéral, mais l'U.R.S.S. ou la Chine ont adopté une organisation sociale et économique toute différente. Enfin, selon les époques, l'orientation technologique change : les procédés mécaniques, physiques, chimiques ont constitué successivement la panoplie de l'industrie. Ordinateurs ou robots seront peut-être l'outillage clé de l'activité de demain, à moins que la biologie ne soit au cœur de l'ingénierie du siècle à venir - comme elle avait été à la source de la révolution néolithique qui avait inventé agriculture, élevage, vannerie et poterie.

Les routes de l'avenir ne sont pas rigoureusement

tracées : toutes sortes de solutions sont concevables. Certains besoins sont rigoureusement incompressibles : l'être humain a besoin d'une certaine quantité de protéines – mais elles peuvent être fournies aussi bien par du foie gras que par du poisson fumé. Presque partout en pays sous-développés, deux circuits économiques sont juxtaposés : l'un, alimenté par la production agricole et artisanale locale, fournit à prix modérés de quoi satisfaire les besoins (habitation traditionnelle, vêtements en coton filé et tissé sur place, marmites en terre...), l'autre, alimenté par les importations ou l'industrie, fournit à un prix supérieur une satisfaction analogue, accrue du prestige européen.

Depuis quelques années, l'attention se porte sur les transferts de technologies, et des conférences évoquent les cessions de brevets, comme si ces découvertes et ces techniques brevetées – et par conséquent appropriées – étaient le « secret » d'une évolution. En fait, l'évolution n'est probablement pas liée à une filière. D'autres procédés, d'autres objectifs, d'autres modes de raisonnement peut-être, pourraient permettre d'améliorer les conditions de vie. Les « secrets de fabrication » fascinent comme un mythe : le secret, l'ésotérique est au cœur de toute pensée magique. Les résonances affectives en sont profondes en nous.

En réalité, les technologies tombées dans le domaine public ou qui ne sont protégées par aucun brevet permettraient déjà d'immenses transformations en Afrique noire. En examinant divers secteurs de la vie humaine : économiques, politiques ou psychologiques, nous constaterons que l'évolution, selon les directions tracées par l'Europe du ^{xx}e siècle, n'est pas toujours souhaitée, ni souhaitable par et pour les Africains. En effet, la technologie n'est pas en général un élément neutre dans une mosaïque culturelle : elle est liée à un système juridique, à une conception de l'homme. L'introduction d'outils, de connaissances scientifiques, de mode de répartition des richesses peut frapper d'obsolescence la civilisation réceptrice. La plus grande prudence s'impose donc.

AGRICULTURE

Améliorer la production agricole n'exige pas présentement le recours à des technologies très complexes. Mais

encore faudrait-il que l'homme accepte les innovations sans malaise ni regret.

L'Africain qui éprouve, dans la plupart des cas, un respect quasi religieux pour ses ancêtres est souvent désemparé à l'idée de faire autrement qu'ils n'ont fait. La terre nourricière est souvent pour lui une puissance quasi divine avec qui il noue des liens filiaux. Les bonnes récoltes sont accordées par la terre, méritées par des sacrifices ou des prières. Elles ne découlent pas d'une technique ; une incertitude plane toujours. Considérer la terre et les éléments comme des choses que l'on peut commander et manier à son gré apparaîtra certainement comme étrange et blasphématoire à tout homme élevé dans les traditions agricoles. La révolution du néolithique porte en son inconscient des sentiments de respect et d'amour pour la déesse de la fécondité, de soumission fataliste à sa toute-puissance. Passer de cette attitude de dévotion à une attitude de conquête ne se fait pas aisément.

Sur le plan de l'intelligence, les raisonnements et les pratiques de l'agronomie moderne sont solidement et clairement étayés. Les rites de l'agriculture traditionnelle étaient venus du fond des âges. Mystérieux, fragmentaires, ils ne formaient pas une doctrine cohérente et laissaient place à l'imagination poétique. L'homme s'y sentait proche de pouvoirs qui le dépassaient, en retrouvant les gestes qu'avaient fait ses ancêtres. L'agriculture était un rituel ; la vie moderne en fait une technique désacralisée. Certains intellectuels africains se révoltent contre la science qui va, disent-ils, se livrer à un « génocide culturel » en substituant un mode de pensée et d'action rationnel, efficace, mais basement prosaïque, à une action qui faisait de l'homme un interlocuteur des dieux.

Beaucoup, en effet, ne désirent pas le progrès dans les techniques agraires. Ils souhaitent que les villages restent un conservatoire des techniques et des genres de vie traditionnels. Pour les citadins, et surtout pour ceux qui subissent les contraintes et le surmenage de la vie moderne, la brousse est une sorte de paradis perdu à quoi l'on rêve, un refuge. Notre époque est prompte à accuser impérialisme et exploitation. Plus que quiconque, les intellectuels qui n'ont plus de la campagne une vue réaliste se forgent une utopie bucolique. Ils réalisent mal la poussée démographique. Pour maintenir simplement le niveau de vie médiocre de 1958, il

faudrait que l'ensemble de la production agricole soit partout doublée, puisque la population a doublé en une génération. Mais de cette nécessité, la population – les jeunes intellectuels citadins, en particulier – ne se rend guère compte.

Les gouvernements, qui disposent de statistiques, la perçoivent mieux mais n'en font pas état auprès des masses. Les services d'animation rurale, d'éducation populaire ou d'information préfèrent se retrancher dans une attitude de méfiance et de critique confortable.

Les projets de barrages ne mobilisent pas les enthousiasmes. Un sentiment d'inquiétude subsiste à leur rencontre, qui ne s'exprime même pas. Crainte que les paysans ne deviennent des salariés, des prolétaires, crainte d'avoir à abandonner les cultures vivrières qui assurent l'indépendance, méfiance et crainte d'être exploités... L'irrigation serait une solution à condition de permettre des cultures hors saison des pluies. En effet, l'accroissement de production ne se heurte pas à une pénurie de terres cultivables – sauf surpopulation locale – ou à une appropriation mal adaptée des sols, mais tout simplement à la durée limitée des travaux agricoles : actuellement, avec les cultures sous pluie, la période de travail ne dépasse pas trois mois en climat tropical, neuf mois en climat équatorial. Avec l'irrigation, il serait possible de faire plusieurs campagnes et plusieurs récoltes – hors de la période habituelle.

Le recours à la mécanisation, avec des outils semblables à ceux de cultivateurs européens, aurait certainement des partisans. Le prestige des machines – et des manières des Blancs – est énorme. Mais il ne serait concevable qu'avec une organisation puissante et contraignante. L'exemple du kolkhoze est connu. Le village africain est trop petit pour être la base d'une telle organisation : il faudrait donc concevoir une structure étatique superposée aux villages. On devine les dangers d'une telle conception : discipline pesante, politisation, difficultés de gestion (l'État s'épuiserait à combler les déficits), difficultés techniques de labours trop vastes.

La culture attelée permet de rompre la contrainte d'une autre façon : charrue, semoir, sarceuse permettent d'exécuter plus vite des travaux qui doivent être réalisés à un moment précis et qui forment goulot d'étranglement.

Mais le public en ressent-il le besoin ? A l'occasion d'en-

quêtes sur le terrain, on a entendu des jeunes gens reprocher aux « Blancs » d'« obliger le paysan à s'endetter ». Le dressage des bœufs ou des chevaux, l'achat du matériel (modeste) et d'engrais apparaissent comme une contrainte. Ne faudrait-il pas alors laisser la population méditer et discuter jusqu'à ce qu'elle manifeste clairement ses désirs ?

Un film sénégalais, intéressant d'ailleurs, évoque ces questions. L'auteur estime que les paysans devraient renoncer à l'arachide, culture d'exportation, et se consacrer uniquement au mil. Ce retour à une autarcie totale est-il possible et souhaitable pour les paysans qui souhaitent avoir vélo ou transistor, pour l'État qui veut alimenter ses finances par des droits de sortie sur les produits exportés ? Une question d'organisation économique est posée : les acheteurs des offices coopératifs font-ils honnêtement leur travail, ne volent-ils pas les paysans ? Le niveau des prix agricoles, la « détérioration des termes de l'échange » est aussi évoquée. Mais on atteint rapidement le mythe d'un passé idyllique, d'un village replié sur lui-même.

Aborder une transformation – qui doit être un progrès – avec une telle méfiance est dangereux. Mieux vaudrait y renoncer, au moins jusqu'à ce que le besoin d'un accroissement de production ou d'un gain en monnaie soit clairement exprimé.

En effet, production accrue, gain monétaire supposent et entraînent le développement des inégalités. Les sociétés africaines sont très diverses, l'inégalité n'y est pas inconnue mais, dans le passé, les hiérarchies reposaient sur des faits physiologiques (âge, aïnesse, naissance dans certaines castes). Rares sont les sociétés liées à l'enrichissement. Jusqu'ici les inégalités correspondaient à une différence de prestige social et à l'aptitude plus ou moins grande pour le pouvoir. On peut supposer que les cultivateurs qui s'enrichissaient, utilisaient leur richesse à des fins proposées par la société traditionnelle. Mais le développement des États entraîne une concentration et une nouvelle nature des pouvoirs. Ceux-ci sont doubles : pouvoirs des politiques, pouvoirs des technocrates. Les fonctionnaires de tous ordres détiennent une autorité en vertu de leurs connaissances techniques : le sous-préfet en vertu de ses connaissances juridiques ; l'infirmier en vertu de ses connaissances médicales... Les politiques, eux, sont soutenus par l'opinion

publique. Les « nouveaux riches » vont concurrencer les notables traditionnels.

Il est à peu près évident d'autre part que le développement de la richesse s'accompagnera d'avarice. Dans le monde des Noirs, rares sont les cultures où cette dernière est admise : la générosité est presque partout la qualité la plus estimée – le gaspillage même est souvent recommandé. Chez les Diolas les funérailles s'accompagnent d'hécatombes de bœufs et de gaspillage de riz, à tel point que la loi sénégalaise a dû les réglementer. Au Gabon, la coutume du *bilaba* était naguère en usage : des notables rivalisaient de générosité, s'assommant de cadeaux de plus en plus somptueux jusqu'à ce que l'un soit vaincu et incapable de surenchérir... Épargne, contrôle des dépenses, avarice semblent dans la plupart de ces cas impensables.

Créer des ressources en nature ou en monnaie est certainement souhaitable. Encore faudrait-il orienter ce surcroît de production vers une utilisation raisonnable et génératrice de développement. Dans les pays où l'islam est puissant, le danger de l'alcoolisme n'est pas menaçant probablement, mais ailleurs ?

Dans ces perspectives, des restructurations s'imposent. Si les boutiques des coopératives sénégalaises sont vides, à quoi sert au paysan l'argent de sa récolte ? A quoi sert d'avoir des surplus si commerce et transports sont inefficaces ou négligent de distribuer les productions sur le marché intérieur.

INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT

L'industrialisation semble un élément clé de tout développement. Le mythe du pacte colonial est probablement à l'origine de cette option. On sait qu'au XVIII^e siècle les colonies devaient fournir à leurs métropoles des matières premières et recevoir de celles-ci tous les produits manufacturés. La révolte des colonies américaines est née de cette contrainte. Les « insurgents » refusaient de laisser ainsi limiter leurs activités. Les historiens de la colonisation qui ont pensé que ce partage des travaux entre métropole et colonie était toujours en usage aux XIX^e et XX^e siècles dans les nouveaux empires coloniaux, ont négligé l'importance des industrialisations locales. Les huiliers de Bordeaux ou

les savonniers de Marseille auraient probablement souhaité conserver le monopole des transformations de l'arachide ou de l'huile de palme. Cela n'empêche pas l'installation d'une première huilerie – due au négociant Jaubert – à Saint-Louis, en 1881 ; d'un atelier de montage d'automobiles De Dietrich, pour le compte de la Soudan Auto, à Kayes en 1899 ; d'une filature et d'une usine textile à Bouaké en 1920. Expliquer le médiocre niveau de développement par les entraves apportées à l'industrie locale est donc inexact.

Mais le désir d'avoir une industrie nationale, exprimé et répété maintes fois par les écrivains intellectuels et les politiciens, est si bien intériorisé qu'il devient une sorte de réflexe : le développement viendra de l'industrie, pense-t-on.

En réalité, les choses sont plus complexes. Implanter des industries, c'est inévitablement ouvrir ses portes aux multinationales qui effraient tant. En effet, les nationaux n'ont ni les capitaux, ni les compétences nécessaires pour organiser sur le plan technique et juridique des entreprises.

Il ne serait pas impossible de trouver des capitaux : c'est le rôle des banques et les États ont créé précisément des banques pour le développement. On pourrait aussi imaginer des institutions pour grouper l'épargne et l'orienter vers des investissements productifs : la Bourse d'Abidjan est une tentative en ce sens, les Crédits mutuels en sont d'autres. Malgré cela les projets acceptables sont rarissimes.

En Côte-d'Ivoire, où toutes sortes d'efforts ont été faits, on ne trouve guère qu'une centaine d'« affaires » dépassant le niveau artisanal tel que l'entend l'Europe, c'est-à-dire employant une dizaine d'ouvriers : boulangerie industrielle ou menuiserie, entreprise de maçonnerie... Il faut se rendre à l'évidence : il n'y a pas pour le moment d'hommes d'affaires prêts à monter des industries ; il serait possible, facile, de trouver ouvriers ou cadres, mais aucun organisateur ne s'est révélé.

Il est évident d'autre part que d'autres activités peuvent à bon droit tenter des hommes ambitieux : une carrière de cadre dans une entreprise étrangère est moins risquée, une carrière de fonctionnaire ou d'homme politique ouvre des perspectives plus larges et plus prestigieuses...

Créer des industries, c'est créer des emplois. Mais il faut aussi savoir comment les salariés s'adaptent à la condition

ouvrière : acceptent-ils les contraintes de stabilité et de discipline ? Supportent-ils sans trop de gêne l'inévitable dépersonnalisation liée aux grandes organisations ? Ne se sentent-ils pas déchirés d'avoir à adopter des camaraderies d'atelier ou d'entreprise et, ce faisant, de relâcher leurs liens avec des relations familiales ou tribales ? Le passage dans le monde de la technique, avec sa logique rigoureuse et implacable, avec le rejet de toute chaleur affective est vraisemblablement une dure épreuve. D'autant que l'ouvrier, une fois passée la porte de l'usine, retrouve un monde où l'on peut transiger avec les puissances surnaturelles, dépasser les lois de la causalité.

Les organisations industrielles européennes ou « multinationales » sont froides, l'affectivité n'y a pas sa place. La structure hiérarchique y est contraignante... L'usine est née de la révolution industrielle, dans un monde où l'argent était la seule valeur reconnue. Dans ce monde d'exploitation, la lutte des classes a imposé la méfiance, la dépersonnalisation des relations. Tout cela est-il inhérent à l'industrie ? L'exemple japonais montre que non, puisque les salariés des grands *daïbatsu* trouvent dans leur entreprise une atmosphère familiale, un esprit de corps... Une entreprise africaine pourrait probablement mettre en place des relations de ce genre ; l'entreprise multinationale qui s'y risquerait serait immédiatement accusée de paternalisme...

ÉCHANGES ET COMMERCE

Même limités à une zone réduite et sans monnaie, les échanges transforment les conditions d'existence. En effet, les objets ou les denrées produits par l'homme prennent dans cette perspective une importance autonome. Ils ont une valeur en eux-mêmes, indépendamment de leur créateur et de ses besoins. Dans le cadre de l'échange, il est possible et même utile de produire plus que l'on ne consomme : par exemple, le tailleur qui faisait les vêtements à la commande, va maintenant les préparer d'avance. Cette fabrication « en confection » marque un passage important – il faut apprendre à stocker, réunir d'avance les matériaux, prévoir. Le client devient un personnage abstrait.

Le commerce international amplifie cette abstraction jus-

qu'à la caricature. En forêt, les villageois conservent les noyaux de palme après avoir extrait l'huile ; ils les cassent et vendent les amandes – sans savoir souvent à quoi elles serviront. Nous avons été témoin de la surprise passionnée de notables camerounais visitant une margarinerie et comprenant l'utilisation des palmistes.

A la frustration de produire des choses dont on ne comprend pas l'usage, s'ajoute celle de recevoir un prix dont on ne saisit pas la justification : même si ce dernier correspond à la juste rémunération d'un travail, le mystère de sa fixation soulève suspicion et inquiétude.

Dans une économie monétarisée s'ajoute, à tout cela, une nouvelle difficulté : la monnaie elle-même est pour la plupart des « agents économiques » un instrument mystérieux. La population comprend mal des questions relevant de ce domaine qui lui sont rarement expliquées en termes clairs. Même les milieux lettrés de petite bourgeoisie, comme les instituteurs ou moniteurs, restent très ignorants de ces problèmes et, il faut le dire, ne semblent guère s'en préoccuper.

Au regard des bouleversements profonds que la diffusion des échanges – et surtout des échanges monétaires – a apportés dans toute la population, l'installation chez quelques rares commerçants de techniques raffinées comme celle de l'ordinateur n'a guère d'importance.

GROUPES SOCIAUX FACE AUX TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE

L'État est une forme de technologie adaptée, non pas au maniement d'outils et de produits, mais de groupes sociaux. Cette technique juridique a été, par la force des choses, transférée outre-mer, sans examen critique. Les colonisateurs ont transmis les pouvoirs et les institutions qui s'étaient développés dans leurs propres pays. L'État-nation, né en Europe occidentale après des siècles d'États dynastiques ou de royautes sacrées, s'est acclimaté en Afrique. Bien entendu, des regroupements sont toujours possibles, mais cela ne change pas les données du problème.

Les États ont sur le développement des vues précises. Ils pensent assurer la stabilité de leurs pouvoirs par l'accroissement de l'activité économique. En effet, une économie de marché basée sur l'exportation permet de trouver aisément

des recettes fiscales : les taxes de sorties sont faciles à percevoir. Le développement du commerce intérieur pourrait également améliorer l'activité et la prospérité des habitants. Mais le flot des échanges de cette nature est divisé en une multitude de ruisseaux : il est aussi difficile de les recenser que de les taxer. Le commerce extérieur, au contraire, est concentré dans un port d'embarquement ; il est régi par un petit nombre d'organisations aisément contrôlables.

L'État, ou plus précisément ceux qui ont en main les leviers de commande, veut assurer sa puissance. Une administration étendue est l'instrument de ce pouvoir. Coûteuse, elle exige des finances – donc du développement. Citadine avant tout, elle aura tendance à négliger les milieux ruraux pour ne s'occuper que des centres urbains qui sont près d'elle et dont la pression est constante.

Les fonctionnaires forment une véritable classe sociale repliée sur elle-même. Sélectionnés en raison de leur instruction, ils épousent des femmes appartenant au même milieu culturel qu'eux-mêmes ; tous scolarisés, leurs enfants sont dans les meilleures conditions possibles pour affronter les concours de recrutement. Une telle caste peut aisément mettre la main sur le pouvoir et faire peser son autorité sur le reste du pays.

Le pouvoir étatique peut se sentir concurrencé par les sociétés traditionnelles, les anciennes chefferies ou les tribus. Ces solidarités anciennes ont toutefois perdu de leur importance. Elles ont un relent passéiste qui déplaît et leur portée paraît trop réduite à une Afrique qui veut vivre à l'échelle de la planète. Certains États ont limité les pouvoirs des grands chefs, d'autres essaient d'opérer des rassemblements autour d'une ou de quelques ethnies. La question de l'unité nationale se pose.

L'unification court d'ailleurs le danger de se faire sur les bases les plus superficielles. Les cultures anciennes sont liées aux ethnies et la recherche de dénominateurs communs risque d'éliminer tout ce qui a quelque profondeur. Les connaissances, les philosophies, les rites se protègent partout par le secret, mais l'ésotérisme rend fragile toute civilisation. Le nombre des détenteurs du savoir est réduit ; la transmission de ce savoir est soumise à toutes sortes de conditions restrictives. Il suffit de quelques décès prématurés pour que des pans entiers de la culture traditionnelle disparaissent à jamais. Tout développement, quelle qu'en

soit la forme, risque d'avoir un effet nocif. A l'occasion de voyages, de travaux, les populations se mélangent. L'exode rural sort les jeunes de leur milieu tribal et les rend sceptiques : les étrangers qu'ils côtoient vivent différemment sans en subir de préjudice. Favorisée par les moyens de diffusion moderne, une civilisation mondiale tend à s'imposer, partout semblable à elle-même.

Quand il s'agit de groupes plus petits, les problèmes sont différents. Dans le cadre du village ou de la famille patriarcale, le développement amène l'individu à une prise de conscience personnelle. Avec l'argent, chacun devient indépendant. Les voyages, rendus faciles, permettent de connaître les villes et de s'y établir en échappant ainsi à l'autorité des anciens, à la hiérarchie rigide du village.

Bien que le développement ne soit pas limité au seul domaine économique, il est évident que, pris dans son ensemble, il entraîne un accroissement de l'économie d'échange et, en particulier, de la monnaie. Tout développement, d'autre part, laisse supposer une certaine diversification des pôles : on doit s'efforcer de créer des zones d'activité nouvelles pour éviter que les échanges ne soient tous concentrés dans une seule ou même dans quelques villes. Les centres urbains cependant sont inévitablement privilégiés. L'exode rural paraît difficile à éviter.

Les villages perdent leur population la plus dynamique. Même s'ils reviennent, les émigrés sont transformés : ils ont vécu loin des contraintes de la tradition et leurs gains leur assurent l'indépendance ; ils ont l'impression d'être plus modernes, plus efficaces, plus forts que leurs pères. Même si le séjour en ville ne leur a rien apporté de positif sur le plan des connaissances, ils ont vu un monde autre que celui des ancêtres. Ils supporteront mal de se retrouver en position subalterne. L'ésotérisme, dont les vieux revêtent toute la culture traditionnelle, les rebute. Pourquoi souffrir, s'appliquer et perdre du temps pour des initiations dont l'intérêt ne paraît pas évident.

A un certain niveau technique, l'entraide était indispensable. Un nouvel outillage donne au cultivateur plus de force et plus de temps et lui évite de devoir faire appel aux groupes d'entraide. Celui qui possède un tracteur ou, plus simplement, une paire de bœufs peut accomplir son travail sans rien devoir à personne. Il s'isole, et la solidarité de groupe diminue.

L'économie monétaire progresse. Depuis longtemps l'argent est présent. Tant que la vente des récoltes est la source principale de monnaie, la richesse est liée à la hiérarchie sociale. Chefs de famille, aînés des clans, disposent des ressources. Avec l'émigration, ce sont les jeunes qui deviennent riches : la hiérarchie se trouve inversée. D'ailleurs le commerce se répand dans les villages. La monnaie trouve une utilité quotidienne en permettant à qui en dispose des consommations attrayantes. Il est important d'avoir de l'argent et son absence peut être fortement ressentie. Naguère, les inégalités étaient liées au statut social, fixées par la naissance, l'âge... Elles n'engendraient pas de différence de niveau de vie. Tout le monde mangeait le même mil et des sauces semblables. Parce qu'il permet d'acquérir des biens du commerce, l'argent rend sensible l'inégalité.

Au sein de chaque famille, les transformations nées du développement économique sont semblables : exode rural, bouleversement de la hiérarchie par l'argent. Les biens collectifs sont dans la main des anciens et, comme il y a toujours le risque que ces derniers s'en servent pour leur consommation personnelle, les cadets se sentent lésés. La famille était un refuge contre la maladie ou la mort. Maintenant l'argent permet de s'assurer des soins médicaux. L'appui familial était indispensable pour négocier les mariages. Le travail de la classe d'âge permettait de fournir aux beaux-parents les prestations qu'ils exigeaient. Le montant de la dot est maintenant fixé en monnaie et le jeune homme tente d'y faire face par ses propres moyens.

Là encore la solidarité, jadis imposée par les circonstances, tend à se dénouer et ne peut se retrouver qu'à travers un esprit familial librement vécu par chacun.

Les institutions sociales contraignantes se transforment inévitablement sous la pression de l'évolution économique et de la prise de conscience de la liberté individuelle. Elles devront se modifier pour tenir compte des données nouvelles.

Les progrès dans le domaine économique ne suffisent pas. Ils doivent être précédés ou suivis par des transformations dans l'ordre social. La population doit en être avisée et avoir été amenée à réfléchir et à discuter tous les aspects des problèmes.

PSYCHOLOGIE - MÉTAPHYSIQUE

Adoption de technologies nouvelles et développement imposent ou entraînent des attitudes particulières vis-à-vis du temps, de la pensée rationnelle et de l'abstraction. Les peuples qui se lancent dans la voie du progrès doivent savoir que leurs conceptions, en ces domaines en particulier, ont toutes chances de se trouver modifiées. Peut-être même pourrait-on dire que tout progrès suppose et entraîne un certain nombre de modifications dans les idées du public.

Pour la plupart des cultures africaines, le temps idéal, l'âge d'or est situé dans le passé. C'est parfaitement logique dans la perspective gérontocratique ou ancestratistique qui y est la plus répandue. Les Ancêtres, fondateurs des tribus, ont transmis à l'homme la civilisation venant du Créateur. Leurs connaissances, leurs vertus sont, par définition, supérieures aux nôtres. L'époque lointaine où ils vivaient était l'époque idéale : toute la tâche des vivants est de tenter de préserver l'héritage, de maintenir la tradition.

L'ancien temps est l'époque que l'on cherche à retrouver. Pour résoudre les problèmes, il suffit de remettre les choses en l'état. On peut espérer retrouver dans les mythes et les rêveries sur le passé ce qu'il faut viser. Au contraire, la tâche de celui qui vit tendu vers l'avenir est plus difficile : on ne sait pas où l'on va. Il faut innover sans cesse, essayer, sans illusion, effacer les brouillons, recommencer indéfiniment. Maintenir ou retrouver est moins exaltant, mais plus facile, que créer sans répit et s'inquiéter du succès, de l'échec.

Depuis longtemps l'Europe a abandonné le passéisme. Les monothéismes, en mettant l'accent sur le Paradis – récompense des Élus – ont fait naître une attente eschatologique. Le développement des connaissances a montré que l'humanité accroissait son savoir et son pouvoir. L'optimisme – parfois naïf – laisse toujours prévoir des lendemains meilleurs. Cette orientation de l'esprit est indispensable pour aborder n'importe quel changement. Il faut avoir foi dans l'avenir.

Accepter de rejeter le présent et le passé découle assez naturellement de cette foi en l'avenir. Rejeter le passé, c'est exprimer de la méfiance devant tout ce qui est ancien, la

volonté de détruire la culture originelle. Ce peut être aussi, de façon moins instinctive, le désir d'examiner sans préjugé tout ce qui est transmis dans l'héritage.

Des études menées auprès de travailleurs de l'industrie à Douala ont montré que cette attitude philosophique traumatisait durement certains cadres ou salariés. Vivant loin du village, travaillant en ville, dans des ateliers modernes, ils se sentent coupables d'avoir en quelque sorte renié leurs ancêtres. Certains en conçoivent de grands remords. On peut se demander si certaines conduites d'échec ne sont pas adoptées comme une punition juste de ce reniement.

La foi dans un progrès futur a une autre conséquence grave : ceux qui l'acceptent vivent dans une instabilité constante, cherchent toujours la dernière mode, la révélation la plus récente, les mœurs les plus modernes. Le changement, en soi, exige des adaptations difficiles et détruit toute certitude intellectuelle ou morale. L'Europe et l'Amérique en souffrent. La jeunesse ne sait plus à quelles valeurs se vouer comme en témoigne la multiplication des individus désarmés. La disponibilité pour le changement est à la fois utile et dangereuse.

Les choses sont encore plus difficiles pour l'Afrique : l'Europe, depuis la Renaissance, a coutume de rejeter l'ancien et de tendre vers le nouveau. L'Afrique, elle, a toujours une attitude passéiste. En outre, accepter le changement, c'est s'ouvrir aux courants modernes qui viennent de l'extérieur et accepter de renoncer à son originalité culturelle.

L'attitude vis-à-vis du temps et de l'avenir pose donc de graves problèmes. Le développement du rationalisme est encore plus durement ressenti (et rejeté dans certains milieux).

Participer à la vie industrielle, c'est s'appliquer à maintenir un contrôle constant de la conscience sur tous les gestes : la mécanique ne tolère guère la rêverie. C'est mesurer rigoureusement les perceptions : le feu rouge passe au vert, le thermomètre monte... L'ouvrier doit savoir contenir son affectivité. Souvent accidents ou incidents arrivent quand un travailleur, préoccupé par des soucis familiaux, n'est plus en état de les éloigner de sa conscience. L'homme moderne est contraint de s'habituer à vivre en établissant des cloisons étanches entre plusieurs secteurs de sa personnalité. L'opération est peut-être indis-

pensable pour assurer au travail toute l'attention qu'il exige – mais la rançon de cette efficacité est un morcellement de la conscience, une rupture, une incohérence.

Écartant, au travail, ses soucis personnels, le Dakarois ou l'Abidjanais accroît la rupture de son moi en adoptant deux philosophies contradictoires. A l'atelier il vit dans un monde scientifique, précis, rationnel où les causes et les conséquences s'enchaînent. En famille, il retrouve le monde traditionnel où le surnaturel est présent, où des êtres mystérieux peuvent tirer vengeance de fautes ignorées. Le sommeil est peuplé de sorciers envoyés par des ennemis. Des puissances capricieuses et imprévisibles exercent leur tyrannie : on peut les désarmer, ruser avec les génies, les faire changer d'avis.

Le monde traditionnel est baigné de mystère. Le scientifique intelligent sait bien que la marge d'inconnu reste immense et qu'il est loin d'avoir percé à jour l'univers. Mais il se donne pour tâche de dissiper l'obscurité. Au contraire, celui qui vit dans le culte de la tradition se complait dans le mystère : il l'apprécie en poète et le mot même de « traditionaliste » évoque un contact avec le sacré.

La participation au monde industriel et scientifique amène un rejet de la magie. Certes il y a toujours des marges de hasard, d'inexplicable, mais l'habitude des gestes techniques conduit à penser que la causalité est rigoureuse. Devant les excès du scientisme et la froideur glacée de la Raison, une réaction se dessine parfois chez les étudiants noirs : ils feignent de voir dans la magie « la science des Ancêtres » et rejettent comme destructeur tout discours rationalisant sur ce point.

L'homme du développement et de la technologie est *homo faber* au sens le plus fort du terme : il entend « dominer la nature » – « harnacher les fleuves » – « extraire les métaux des entrailles de la terre ». La volonté prométhéenne éclate à travers toutes ces métaphores.

Dans un premier stade, la nature, le monde, les produits vont devenir des objets. Jusqu'à l'entrée dans l'économie d'échange, les objets sont tellement liés à leur propriétaire ou à celui qui les a produit qu'ils n'ont pas d'existence en dehors de lui. A la mort d'un homme, des coutumes prévoyaient que ses biens étaient brûlés ; ailleurs ils étaient transmis à son successeur – non pas comme biens d'héritage mais pour compléter sa personnalité nouvelle de

remplaçant du défunt. Les destructions de bétail ou de récoltes pour célébrer un deuil s'expliquent souvent ainsi : le propriétaire mort, le troupeau doit le suivre. Des lois récentes au Sénégal ont tenté de stopper ce gaspillage qui n'était que la manifestation d'une philosophie particulière. Le bétail reste encore marqué par la subjectivité : les vaches ne sont pas des objets interchangeables ; elles sont appréciées selon leurs qualités esthétiques, selon le troupeau dont elles sont originaires, selon la personnalité de celui qui les a données... Elles sont vendables, car on ne résiste pas plus qu'ailleurs à l'attrait de l'argent, mais elles ne sont pas pleinement des objets.

La terre n'est pas un outil de travail, un capital de production. Le cultivateur européen avait pour elle un attachement viscéral ; les dynasties paysannes gardaient, ancré en elles, au fil des générations, le souci d'arrondir leurs terres... En Afrique Noire, le sol avait un caractère sacré : il fallait célébrer des sacrifices avant de commencer les semailles ; il fallait désacraliser les prémices avant de consommer les récoltes. Un prêtre de la terre était là pour célébrer ces cultes, trancher les litiges, éviter les crimes qui auraient souillé et stérilisé les champs. Si l'acte sexuel est accompli en brousse, si le sang humain coule sur le sol, il faudra accomplir des sacrifices de propitiation... Les conquérants confisquent le pouvoir politique, mais le pouvoir sur le sol reste aux héritiers des premiers habitants.

Dans certaines régions du Sénégal, tout le village est musulman. Mais un vieil homme reste hors de l'Islam parce qu'il doit faire des sacrifices au *tur*, sur l'autel au pied d'un arbre. En Casamance, le « roi de la pluie d'Enampore » pratiquait les rites de ses ancêtres et assurait la fécondité des saisons. Il voulut se convertir à l'Islam, mais, écartelé entre ses devoirs traditionnels et ses convictions religieuses, il en devint fou.

Si elle n'est plus qu'un instrument pour produire des récoltes, la terre est désacralisée. Les dieux sont chassés du monde et le matérialisme domine. Tout cela ne va pas dans le sens de la culture africaine qui est plutôt respectueuse de la terre et des eaux, soumise à la volonté des dieux et des ancêtres.

Les littératures américaines ou soviétiques ont exalté la mainmise de l'homme sur le monde et se passionnent pour

les barrages gigantesques ou les machines monstrueuses. Le cultivateur africain demande pardon à la terre ou aux eaux de leur prendre leurs fruits.

Le développement économique se heurte ici à une métaphysique. Avant toute transformation de la nature, il faudrait que la population se sente assurée de participer à une action juste : le Dieu de la Bible a invité l'homme à dominer et à achever la création. Les divinités africaines ou les ancêtres peuvent-ils encourager cette mainmise ? Faut-il désacraliser le monde pour le développer ? Peut-on instaurer une harmonie avec le monde sacré ?

On répondra que toutes ces questions sont bien complexes et qu'elles ne se posent guère à l'échelon des ouvriers et des paysans. En vérité, si ces derniers n'en ont pas vraiment une claire conscience, elles n'en demeurent pas moins sous-jacentes, ce qui risque de perturber encore davantage les esprits. Un malaise qui s'exprime au grand jour peut trouver des réponses et des exutoires. Enfoui dans l'inconscient, il finit par engendrer un sentiment de culpabilité diffuse. Or pour créer une société nouvelle – ce qui n'est pas sans risque et sans difficulté – l'homme a besoin de tout son enthousiasme.

CONCLUSION

Le développement est une entreprise complexe : ses modalités techniques et économiques ne sont pas toujours maîtrisées et les conséquences en sont fort diverses.

Une civilisation est un ensemble plus ou moins cohérent de techniques et de droit, d'organisations sociales, de croyances, d'échelles de valeur et de connaissances. La simple introduction d'un élément nouveau et étranger dans une telle mosaïque peut fort bien détruire le tout. Les peuples d'Afrique noire pressentent plus ou moins inconsciemment leur fragilité culturelle : tous les discours sur la négritude, l'authenticité, l'africanité en sont autant de témoignages.

Quand un vide culturel s'installe, il est comblé par la civilisation mondiale. Amérique, Chine, U.R.S.S., Europe ont en commun des idéologies dynamiques. Primauté de l'économie et matérialisme, rationalisme scientifique, rejet dans la sphère privée de toutes les valeurs affectives, domination

de l'État, importance accordée à l'individu face aux communautés intermédiaires font partie des idées dominantes.

Il serait souhaitable que les cultures locales soient assez solides pour s'opposer à certaines doctrines. A tout le moins, on aimerait que des nuances ou des variantes se surimposent au calque proposé. Le monde entier tend vers une certaine uniformisation ; il n'en est que plus désirable de conserver des possibilités de choix dans la grisaille internationale qui s'abat sur l'humanité. C'est pourquoi il ne suffit pas de revendiquer telle négritude : il faut d'urgence la définir et forger une civilisation adaptée, intégrant les valeurs que l'on souhaite préserver et promouvoir, écartant celles qui sont indésirables et incompatibles avec le but proposé. C'est finalement à l'opinion publique, alertée par les leaders politiques, écrivains et intellectuels de toutes sortes qui sont la « voix de la nation », qu'il appartient de trancher.

Une remise en question a eu lieu déjà sous le choc des crises et des guerres. Le progrès n'est plus cette mécanique rigide et inéluctable que l'on voyait en marche au début du *xx^e* siècle. L'homme est peut-être en mesure maintenant de faire le tri de son acquis et d'en rejeter des éléments douteux.

Mais si aucun effort conscient n'est entrepris, les erreurs du *xix^e* siècle risquent fort de se renouveler. L'industrialisation engendrera exode rural et prolétarisation. Les classes sociales se différencieront et s'opposeront. Au lieu d'une bourgeoisie d'argent, il y aura peut-être une bourgeoisie des pouvoirs publics, mais le résultat sera analogue. Les villes se développeront, les campagnes stagneront, s'écartant de la communauté nationale et internationale. Poussé par l'économisme et la société de consommation, le matérialisme développe déjà des convoitises sans fin et des besoins fallacieux. Les hommes prennent conscience de leur liberté et de leurs responsabilités, ce qui est bon en soi, mais se laissent dominer par l'égoïsme ; les liens sociaux anciens, familiaux, ethniques, tombent en poussière sans être remplacés par des attaches communautaires nouvelles. Les groupements à échelle humaine disparaissent devant les organisations de masse, tant dans le domaine économique que dans le domaine social ou politique.

Cette évolution est déjà fortement amorcée dans les grandes villes. La modernisation rurale indispensable pour maintenir un certain équilibre risque de l'introduire chez

les paysans. La poussée démographique exige un accroissement de la production – mais la prudence s'impose.

Avant de toucher à un élément quel qu'il soit de la mécanique sociale, si sensible, il faut s'assurer que la population désire vraiment une transformation. Les technocrates sont généralement des perfectionnistes dans leurs domaines respectifs ; ils se résignent mal à ce que l'homme soit un frein au développement matériel. Ils ont hâte de lancer les opérations et les programmes et se sentent offensés si tout ne va pas à la cadence prévue.

Mais il faut pourtant laisser à la population tout le temps nécessaire pour faire entendre sa voix. Ce n'est pas facile. Les paysans sont dispersés, loin des routes, lents à réagir, timides. C'est d'eux, pourtant, que doit venir l'initiative – sinon le succès est aléatoire.

Deux catégories de voix s'élèvent :

– Les porte-parole des États sont généralement favorables à toute modernisation. Ils y voient un apport momentané de capitaux et en escomptent un développement économique qui mettra l'aisance dans les finances publiques. Les grands projets sont en général financés par des États étrangers ou des organisations internationales. Ce genre d'appui confirme l'État demandeur dans l'idée de son importance et de sa bonne gestion.

– Mais les émigrés ou les intellectuels souvent insatisfaits qui sont dans l'opposition font entendre un autre son de cloche – répercuté par l'intelligentsia tiers-mondiste. L'époque est féconde en soupçons ; toute action se voit accusée de colonialisme, de capitalisme, d'impérialisme, etc.

Tant que des réticences à leur égard subsistent dans l'opinion publique, il est contre-indiqué d'engager des opérations de développement. Même parfaitement étudiées sur le plan technique, elles peuvent avoir des conséquences imprévues. Si la population les a voulues, elle saura s'adapter, innover, tirer profit de ce qui se présente ; s'il est imposé, au contraire, le projet sera mal reçu et cristallisera toute sorte de malaises et de critiques.

Notre époque a appris que le développement de la consommation n'était pas un but en soi, que la production avait des limites, que l'agrément de la vie avait une valeur. Le progrès scientifique est remis en question depuis

Hiroshima. Beaucoup de certitudes anciennes sont ébranlées.

A l'occasion de cette remise en cause, il serait bon que la créativité soit partout sollicitée. Transférer des technologies est bien – en inventer de nouvelles est mieux et, de toute façon, il faut définir les besoins véritables de l'homme plutôt que de le laisser suivre des pistes déjà tracées.

En s'engageant dans une voie technico-scientifique, il risque d'abandonner le contact direct avec la nature pour vivre dans un monde abstrait. N'oublions pas qu'un outillage simple permet au cultivateur d'agir directement sur la matière. Nos pères paysans mesuraient de leurs muscles la compacité de la terre – comme le cultivateur senoufo avec sa houe. L'utilisation des chevaux ou des bœufs ne les dispensait pas de marcher dans la glèbe.

Les gestes de l'ouvrier se font de plus en plus éloignés de la matière qu'il traite. Il doit manier des machines dont il ne comprend pas entièrement le fonctionnement, faire confiance à des procédés sur lesquels il n'a pas de contrôle.

Le monde économique est parfaitement abstrait : des produits dont on ne sait comment ils sont faits, ni d'où ils viennent, un réseau de producteurs, de consommateurs, de distributeurs qui restent des initiales ou des statistiques sans visage. Bon gré mal gré, l'homme se trouve engagé dans une abstraction croissante.

Jacques BINET.

(Paris)

JACQUES BINET

**DÉVELOPPEMENT
TRANSFERT DE TECHNOLOGIE
TRANSFERT DE CULTURE**

Extrait de **DIOGÈNE**, n° 126

Avril-Juin 1984

1, rue Miollis, 75732 PARIS CEDEX 15

B-20 037
158